

Cote du document: EB 2018/LOT/P.6/Rev.1  
Date: 9 août 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République  
de l'Union du Myanmar pour le Projet de  
promotion des activités agroalimentaires  
dans les États de l'Ouest

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2348  
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Fonctionnaire principale de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## Sigles et acronymes

BEP	Bureau d'exécution du projet
FARM	Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar
MAEI	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
PTBA	Plan de travail et budget annuel
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

# Carte de la zone du projet

Myanmar

Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Ouest



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 17-06-2016

## République de l'Union du Myanmar

### Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Ouest

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Ministère des finances
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
<b>Coût total du projet:</b>	20,26 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	8,98 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Particulièrement favorables: 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Montant du don du FIDA:</b>	3,98 millions d'USD
<b>Déficit de financement:</b>	4,47 millions d'USD
<b>Cofinanceurs:</b>	Partenaires d'exécution
<b>Montant du cofinancement:</b>	1,05 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	0,99 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,78 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Ouest, telle qu'elle figure au paragraphe 54.

## Proposition de prêt et don à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Ouest

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Au sortir de 50 années d'isolement, le Myanmar s'est engagé depuis 2011 sur la voie de réformes politiques et économiques de grande ampleur, qui visent à introduire des éléments de représentation populaire dans la sphère politique, à favoriser la croissance économique et un développement social inclusif, à améliorer l'environnement économique, à attirer les investissements étrangers et à réduire la pauvreté.
2. Selon les estimations, le Myanmar comptait 53,9 millions d'habitants en 2015, dont environ 66% vivant en milieu rural. Sur le plan ethnique, le Myanmar présente une grande diversité, puisqu'on y dénombre huit grands groupes ethniques et 135 sous-groupes.
3. Bien qu'il soit riche en ressources, le Myanmar est l'une des nations les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Selon les estimations, un tiers de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2005, mais cette proportion était tombée à un quart en 2014. Le Rapport sur le développement humain 2015 classait le pays au 148<sup>e</sup> rang sur 188 nations évaluées, avec un indice de développement humain de 0,536. Le revenu national brut par habitant du Myanmar était estimé à 1 160 USD en 2015. La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) s'est accélérée, puisque le taux est passé de 4,8% en 2011 à 7,2% en 2015, tandis que, selon les chiffres indiqués, l'inflation était de 8,4% à la fin de cette même année.
4. Le secteur agricole constitue le socle de l'économie; en 2015, il contribuait au PIB à hauteur de 37% et employait environ 70% de la population active. Il existe une forte corrélation entre agriculture et pauvreté au Myanmar, et cette dernière est nettement plus marquée dans les zones rurales. L'incidence de la pauvreté est également plus élevée au sein des groupes ethniques minoritaires que dans la population majoritaire.
5. Des disparités existent entre les États et au sein des États et des communautés. La pauvreté rurale découle dans une large mesure du manque de ressources. Les populations rurales pauvres sont le plus souvent des paysans sans terre, des petits paysans et des agriculteurs marginaux, qui possèdent généralement des surfaces comprises entre moins de 0,1 hectare et 0,5 hectare de terres. Ils n'ont accès ni à une alimentation suffisante, ni aux produits non alimentaires et aux services essentiels. Bon nombre des plus démunis vivent dans les régions de collines et les zones de montagne isolées situées dans les États ethniques, qui ont été ravagés par des décennies de guerre civile dont ils sont sortis isolés et privés de tout investissement en faveur du développement.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. La stratégie du FIDA au Myanmar consiste à aider le gouvernement à créer un modèle de modernisation de l'agriculture et de transformation rurale dans chaque zone agro-écologique du pays. Le premier investissement, le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar (projet FARM), a permis de créer un modèle de développement agricole, de prestations de services et de développement des entreprises pour la zone centrale aride. Les partenaires de développement et le gouvernement sont actuellement en train d'élargir ce modèle à l'ensemble de cette zone. Le deuxième investissement, le Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Est, qui est axé sur la création d'un modèle de développement des activités agroalimentaires et de l'agroforesterie communautaire, ouvrira dans la région montagneuse de la partie orientale du pays des perspectives en matière d'agriculture et d'emploi, dont pourront bénéficier les groupes ethniques, les peuples autochtones, les anciens combattants et les migrants qui ont regagné leur pays. Le troisième investissement, le Projet de promotion des activités agroalimentaires dans les États de l'Ouest, qu'il est prévu de financer au titre du cycle 2016-2018 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), vise à créer un modèle d'agriculture résiliente face aux changements climatiques misant sur le passage d'activités de subsistance à des activités à vocation commerciale; ce projet sera mis en œuvre dans les zones montagneuses et les forêts de l'ouest du pays. Avec ces projets, le FIDA atteint son objectif stratégique, qui consiste à aider le gouvernement à créer des modèles aussi efficaces que possible pour moderniser l'agriculture dans les zones agro-écologiques, l'accent étant fortement porté sur les États à composante ethnique particulière.
7. La logique du projet s'inscrit parfaitement dans les politiques menées par le gouvernement pour réduire les inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Ce projet est conforme au Plan national global de développement, au Cadre de réformes économiques et sociales, ainsi qu'au Plan d'action en faveur de la lutte contre la pauvreté et du développement rural. La logique du projet comporte quatre dimensions: i) apporter une réponse structurelle systémique aux défis et aux perspectives de transformation rurale dans la partie sud de l'État Chin et la partie nord de la Région de Magway; ii) créer un modèle de modernisation de l'agriculture respectueuse de l'environnement sur les zones pentues dégradées, afin de produire des avantages économiques pour les ménages pauvres; iii) remettre en état les infrastructures de production, de façon à optimiser l'utilisation durable de la base de ressources naturelles; et iv) créer des trajectoires permettant aux communautés de passer d'activités de subsistance à des activités à vocation commerciale grâce à l'amélioration de l'accès aux intrants, aux savoirs et aux services. Des activités de nature à promouvoir une agriculture propre à favoriser les moyens d'existence et à répondre aux impératifs nutritionnels sont également prévues, afin de satisfaire les besoins des communautés locales, qui sont importants.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Le projet porte sur le sud de l'État Chin et le nord de la Région de Magway, deux zones situées dans le même bassin hydrographique. Ces zones se caractérisent par des taux de pauvreté parmi les plus élevés du Myanmar. L'État Chin est situé dans la zone frontalière montagneuse de l'ouest du pays. Ses habitants appartiennent à l'ethnie Chin, qui compte 53 sous-groupes officiellement reconnus. Dans la partie sud de cet État vivent quelques-unes des communautés les plus reculées et les plus isolées du pays. La Région de Magway se situe dans la zone centrale aride, et la majeure partie de sa population appartient à l'ethnie Bamar. Cette région pauvre et exposée à l'insécurité alimentaire a subi ces dernières années une succession de catastrophes naturelles et de pertes de récoltes majeures.

9. Les groupes cibles du projet sont: i) des ménages qui travaillent sur des exploitations agricoles de petite et moyenne dimension situées dans des zones de montagne ou de plaine; ii) des éleveurs; et iii) des ménages n'exerçant pas d'activité agricole et des ménages sans terre. Les femmes et les ménages dirigés par une femme seront prioritaires, et les jeunes, qui sont les principaux vecteurs de changement au sein des communautés, seront au cœur des activités portant sur l'innovation technologique et la transition vers les activités commerciales.

## B. Objectif de développement du projet

10. Ce projet a pour but d'améliorer la situation sociale et économique des ménages ruraux tout en favorisant la résilience face aux changements climatiques dans le nord de la Région de Magway et le sud de l'État Chin. L'objectif poursuivi consiste à augmenter les revenus des ménages et à améliorer la sécurité alimentaire et la qualité nutritionnelle. Les investissements se concentrent sur les produits et services qui possèdent des avantages comparatifs, qui correspondent à la demande des marchés et qui recèlent un potentiel de croissance.

## C. Composantes/résultats

11. Les deux résultats escomptés du projet sont les suivants: i) amélioration de l'accès aux infrastructures de production et aux infrastructures à vocation sociale; ii) amélioration de l'environnement technique, financier et politique pour les petits exploitants agricoles et les petites agro-entreprises.
12. Composante 1: Infrastructures. Le projet financera des investissements stratégiques dans les infrastructures de production et les infrastructures à vocation sociale.
13. Sous-composante 1.1: Infrastructures de production. Le projet servira à financer: i) la remise en état des réseaux d'irrigation, afin d'assurer aux exploitations agricoles un approvisionnement en eau suffisant et fiable; ii) la construction de routes de desserte rurale reliant les exploitations agricoles aux marchés; iii) des techniques d'irrigation des potagers domestiques, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la diversité nutritionnelle; et iv) le remembrement, à titre expérimental. Ces investissements se traduiront par des perspectives de hausse des revenus, une réduction des coûts de production agricole et extra-agricole et une amélioration de la sécurité alimentaire des communautés et des ménages. Ils permettront également d'améliorer la gestion de l'eau, de réduire de 30 à 40% les pertes subies à l'occasion de l'acheminement et de l'utilisation de l'eau, d'améliorer le drainage et de réduire l'envasement, et de préserver les eaux souterraines.
14. Sous-composante 1.2: Infrastructures à vocation sociale. Des investissements en faveur d'infrastructures à vocation sociale seront financés, principalement au niveau des ménages, en cherchant plus particulièrement à répondre aux besoins des femmes et des ménages les plus pauvres. Pourront bénéficier d'un concours financier les installations d'approvisionnement en eau à usage domestique, de collecte des eaux de pluie et de production d'énergie renouvelable. La sélection des installations à financer se fera de manière participative, en prenant en considération les aspects culturels, et sous réserve de la faisabilité sociale, technique, financière et environnementale. Les modalités de propriété, de gestion, d'exploitation et d'entretien de toutes les installations construites seront choisies de manière à en assurer au mieux la pérennité.
15. Sous-composante 1.3: Renforcement des capacités. Le projet a pour ambition de renforcer les capacités du Département de l'irrigation et de la gestion de l'utilisation de l'eau et du Département du développement rural au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation (MAEI), responsables respectivement des infrastructures de production et des infrastructures à vocation sociale, par les moyens suivants: fourniture d'une assistance technique; renforcement des effectifs et de l'équipement des bureaux; sensibilisation aux problèmes d'eau,



d'assainissement et d'hygiène; sensibilisation à la question de la diversité nutritionnelle; et développement des capacités en matière de mobilisation sociale.

16. Composante 2: Services. Le projet financera des investissements dans la modernisation de l'agriculture et les services de soutien, afin d'optimiser la gestion des ressources, la productivité et les avantages dans les domaines bénéficiant d'investissements dans les infrastructures.
17. Sous-composante 2.1: Modernisation de l'agriculture. Le projet financera des investissements dans un vaste éventail de services d'appui à l'agriculture et à l'élevage et de services techniques, afin de moderniser la production et d'enclencher des améliorations sur le plan de la sécurité alimentaire et la nutrition, des moyens d'existence et de la rentabilité économique. Les services proposés aux ménages d'agriculteurs comprendront la délivrance de titres fonciers, les transferts de technologies, le développement des compétences, l'accès aux intrants et aux fournitures, l'accès aux marchés et aux informations, la mise en place de relations contractuelles, et l'accès aux ressources financières. Les techniques d'exploitation agricole des terres en pente favorisant la résilience face aux changements climatiques seront encouragées. Les services s'adressant aux paysans sans terre seront axés sur les compétences techniques et les compétences en gestion d'entreprises, la création de microentreprises et les liens avec le secteur privé.
18. Sous-composante 2.2: Services financiers. Fort de l'expérience acquise dans le cadre du projet FARM, le projet favorisera l'inclusion financière des petits agriculteurs et éleveurs et des paysans sans terre, en assurant l'égalité d'accès aux groupes ethniques et aux femmes. Les investissements concerneront: i) des groupements d'épargne et de crédit, afin de promouvoir l'initiation aux questions financières; ii) un fonds pour les entreprises rurales, afin de soutenir les microentreprises; iii) un fonds pour les agro-entreprises, afin de les aider à créer des installations de transformation dans la zone du projet; et iv) une ligne de crédit dont les fonds seront mis à disposition d'institutions financières agréées qui les rétrocéderont sous forme de prêts à des agriculteurs, des éleveurs et des entrepreneurs dans le cadre du projet.
19. Sous-composante 2.3: Participation à l'élaboration des politiques. Le projet contribuera à instaurer un cadre inclusif fondé sur des données factuelles dans lequel inscrire le développement rural au Myanmar, plus particulièrement en lien avec l'expérience acquise à la faveur de l'exécution du projet. L'accent sera mis sur les aspects suivants: i) transition de l'agriculture itinérante à l'agriculture sédentaire et évolution de la législation foncière coutumière qui y est associée; ii) reclassement de cultures commerciales de grande valeur de la catégorie des produits forestiers non ligneux à celle de cultures agricoles ou industrielles; iii) prestation de services agricoles et mise en relation avec les marchés.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

20. Compte tenu de l'évaluation des institutions au niveau de l'État, de l'expérience de contextes similaires et de la stratégie de pays, l'approche arrêtée pour l'exécution du projet consiste à: i) renforcer le MAEI et les autres organismes compétents au niveau des États, et accroître leurs responsabilités pour que les activités soient exécutées en bon ordre; ii) collaborer avec des partenaires d'exécution de bonne réputation afin qu'ils assument le rôle d'agences techniques principales pour commencer, avant que les responsabilités soient progressivement transférées aux organismes publics à mesure que les capacités de ces derniers s'affirment; iii) mettre en place, à l'échelon de l'État, des petits bureaux d'exécution du projet (BEP) chargés de gérer, de coordonner et de suivre les activités; iv) créer une Unité de gestion du projet (UGP) au Département du développement rural qui s'intégrera dans la structure dudit Département. L'UGP sera responsable de l'exécution du projet, de la gestion fiduciaire, de la planification du travail et de l'établissement des

budgets ainsi que du suivi-évaluation (S&E), et assumera des fonctions d'interface avec les politiques menées. Elle gèrera les contrats conclus avec les partenaires d'exécution et les entités publiques ou privées.

## B. Cadre organisationnel

21. En sa qualité d'agent principal du projet, le MAEI sera responsable du projet et devra rendre des comptes à son sujet. Le Département du développement rural du MAEI sera le département coordonnateur du projet. Le Ministère de la planification et des finances conclura des accords de financement subsidiaires avec des institutions financières choisies habilitées pour l'administration de la ligne de crédit.
22. Un comité national de pilotage du projet et deux comités de coordination du projet (un par site) se chargeront d'administrer le projet, dont la gestion sera confiée à l'UGP centrale créée au Département du développement rural, ainsi qu'à deux BEP décentralisés (un par site).
23. Les partenaires d'exécution, le MAEI au niveau national et le secteur privé se chargeront de l'exécution du projet. Ils conduiront les activités de mobilisation sociale, de médiation avec les communautés et de participation à l'élaboration des politiques. Le Département de l'irrigation et de la gestion de l'utilisation de l'eau et le Département du développement rural se chargeront des activités concernant les infrastructures, en collaboration avec des bureaux d'étude et des entrepreneurs du secteur privé, si besoin. Les activités de modernisation de l'agriculture seront exécutées par les Centres de savoirs du MAEI, qui serviront d'intermédiaires des groupes cibles auprès des prestataires de services et des marchés, en collaboration avec les associations de producteurs et les organisations communautaires. Des établissements financiers agréés assureront les services financiers.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Planification. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) sera le principal outil de gestion pour assurer la planification et le suivi de l'exécution des activités et pour en rendre compte. Il reposera sur la conception du projet, les tableaux faisant apparaître les coûts et le manuel d'exécution, et il tiendra compte de l'expérience opérationnelle et des difficultés rencontrées. Le cadre logique constituera le principal référentiel pour élaborer les PTBA, de manière à mettre en place des articulations claires entre les activités proposées, les crédits budgétaires nécessaires et les produits, effets et impacts escomptés. Une approche de planification participative sera appliquée, afin de faire en sorte que les investissements effectués dans le cadre du projet correspondent aux besoins et aux aspirations des groupes cibles.
25. Suivi-évaluation. Le dispositif de S&E du projet sera conçu de manière à fournir des informations fiables afin de faciliter la gestion axée sur les résultats. Il sera conforme au dispositif élaboré dans le cadre du projet FARM, et il contribuera à renforcer le système utilisé par le MAEI pour contrôler l'efficacité de l'aide publique au développement. Ce dispositif comportera trois niveaux: i) suivi des produits, axé sur les intrants matériels et financiers, les activités et les produits; ii) suivi des effets, axé sur l'utilisation des produits et la mesure des avantages au niveau des ménages et des communautés; et iii) évaluation de l'impact, consistant à apprécier les effets obtenus au regard des objectifs. L'ensemble des données, des analyses et des rapports issus des activités de S&E seront ventilés en fonction du degré de pauvreté, du sexe et de l'appartenance à un groupe ethnique.
26. Apprentissage et gestion des savoirs. Le dispositif d'apprentissage mis en place pour les besoins du projet comprendra trois échelons: l'État, la région et le niveau central. Il permettra de recueillir des informations concernant les progrès, les enseignements et les solutions aux difficultés de mise en œuvre. Une synthèse annuelle sera effectuée dans les derniers mois de chaque exercice budgétaire afin d'apprécier les progrès enregistrés sur le plan matériel et financier au regard des cibles et sur la voie de la réalisation des objectifs.

27. La gestion des savoirs sera l'un des leitmotivs du projet. Pour permettre une gestion et un partage efficaces des savoirs, les résultats et les enseignements tirés du projet seront systématiquement documentés grâce à des études spécifiques et des produits du savoir que l'UGP et les BEP feront réaliser. Le dispositif de S&E constituera une source de savoirs essentielle. Les innovations observées au cours de la mise en œuvre seront documentées dans la perspective d'une éventuelle reproduction à plus grande échelle. Le MAEI et l'UGP seront chargés de faire connaître les documents d'information récapitulant les savoirs au moyen de sites, d'ateliers et de séminaires thématiques.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

28. Comme les risques fiduciaires sont élevés au Myanmar, le projet appliquera les mesures d'atténuation des risques suivantes: i) établissement de rapports financiers fondés sur des systèmes automatisés; ii) recrutement par concours de personnel qualifié; iii) utilisation d'un manuel de gestion financière intégrant des contrôles des opérations; iv) assistance technique et suivi externe; v) cadre de contrôle intégrant des vérifications des comptes internes périodiques et des vérifications des comptes externes indépendantes; vi) cadre de bonne gouvernance destiné à garantir la responsabilité et la transparence.
29. Gestion financière. L'UGP sera responsable de tous les aspects de la gestion financière du projet, y compris l'élaboration des budgets, la préparation des états financiers, des rapports et des demandes de retrait permettant le décaissement des fonds du FIDA et la coordination des opérations de vérification des comptes.
30. Flux de fonds. Des comptes désignés en dollars des États-Unis seront ouverts, sur lesquels seront crédités le prêt et le don et le prêt du FIDA; ces comptes fonctionneront selon la méthode des avances à montant fixe. Des comptes bancaires libellés en monnaie locale seront ouverts au niveau de l'UGP, et l'échelon hiérarchique des personnes ayant la signature sera suffisant pour assurer un fonctionnement efficace.
31. Rapports financiers. L'UGP tiendra des comptes distincts pour le projet, conformément à la méthode de la comptabilité de caisse. Les états financiers établis pour le projet seront complétés par des données supplémentaires si nécessaire, de manière à fournir les informations minimum exigées selon les normes internationales de comptabilité.
32. Les dépenses engagées au titre du projet seront enregistrées à l'aide du logiciel de comptabilité utilisé par l'UGP d'un autre projet actuellement exécuté sous l'égide du MAEI. Il est prévu de poursuivre l'adaptation de ce logiciel afin d'en améliorer les capacités en matière d'information financière.
33. Impôts. Aux termes des Conditions générales applicables au financement du développement agricole adoptées en 2009 et modifiées en 2014, les financements du FIDA peuvent servir à acquitter des impôts. Dans le cadre de ce projet, il est prévu d'utiliser les financements du FIDA pour régler le montant des impôts. Faisant valoir que l'exonération d'impôts était difficilement réalisable et que la pression fiscale était faible, le Ministère de la planification et des finances a officiellement demandé au FIDA de couvrir les impôts.
34. Audits. Le projet fera l'objet d'un audit du Bureau du vérificateur général de l'Union, qui a adopté les normes de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Le Bureau s'occupe de la plupart des audits financiers et de quelques audits de passation de marchés et audits de performance.
35. Passation des marchés. Les directives du FIDA pour la passation des marchés s'appliqueront au projet. Le manuel d'exécution du projet précisera les règles et les procédures à appliquer en la matière. Les méthodes de passation des marchés, les modalités d'examen préalable, les estimations des coûts et du calendrier et les

mesures d'atténuation des risques seront définies dans la Lettre à l'emprunteur et prises en compte dans le plan de passation de marchés. Une assistance technique sera fournie afin de développer les capacités de l'UGP et des BEP en matière de passation des marchés.

## E. Supervision

36. Le projet sera supervisé par le FIDA. Une mission de supervision et d'appui à l'exécution sera effectuée une fois par an, avec la participation des services du MAEI au niveau central et à celui des États et des régions. Une mission d'examen à mi-parcours sera effectuée conjointement par le FIDA et le gouvernement à la fin de la troisième année d'exécution, pour évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les premiers effets et les chances de pérennisation des activités, et afin de formuler des recommandations et de procéder aux ajustements nécessaires pour la période d'exécution restante. Coût, financement et avantages du projet

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

37. Le coût total du projet, y compris les taxes et impôts et les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 20,26 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. Le tableau 1 détaille la répartition indicative des coûts du projet par composante. La répartition indicative des coûts du projet par catégorie de dépenses est indiquée dans le tableau 2.

Tableau 1

**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Don de l'ASAP		Partenaires d'exécution		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Infrastructures	4 065	58,6	1 124	16,2			963	13,9	780	11,2			6 932
1.1. Infrastructures de production	3 573	83,2	278	6,5			117	2,7	327	7,6			4 294
1.2. Infrastructures à vocation sociale	146	9,1	627	39,0			383	23,8	453	28,1			1 610
1.3. Renforcement des capacités	346	33,7	219	21,3			463	45,0					1 028
2. Services	3 938	32,4	2 854	23,5	1 050	8,6	3 509	28,9			796	6,6	12 146
2.1 Modernisation agricole	1 148	12,4	2 854	30,8	1 050	11,3	3 427	37,0			796	8,6	9 275
2.2. Services financiers	2 708	100,0											2 708
2.3 Participation à l'élaboration des politiques	81	50,0					81	50,0					163
3. Gestion du projet	981	83,2									198	16,8	1 179
<b>Total</b>	<b>8 984</b>	<b>44,4</b>	<b>3 978</b>	<b>19,6</b>	<b>1 050</b>	<b>5,2</b>	<b>4 471</b>	<b>22,1</b>	<b>780</b>	<b>3,8</b>	<b>994</b>	<b>4,9</b>	<b>20 257</b>

### B. Financement du projet

38. Le projet sera financé par un prêt du FIDA de 8,98 millions d'USD, un don du FIDA de 3,98 millions d'USD, une contribution du Myanmar de 0,99 million d'USD, une contribution des bénéficiaires/du secteur privé de 0,78 million d'USD, et une participation de 1,05 million d'USD des partenaires d'exécution au titre du partage des coûts. Le déficit de financement de 4,47 millions d'USD pourra être couvert par un cofinancement déterminé en cours d'exécution ou dans le cadre d'un cycle suivant de SAFP.

Tableau 2  
**Coûts du projet par catégorie de dépenses et par financeur\***  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Don de l'ASAP		Partenaires d'exécution		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	3 256	91,9	44	1,2			117	3,3	127	3,6			3 554
2. Véhicules	255	100											255
3. Équipement	24	100											24
4. Consultants	633	21,2	1 489	52,5			861	30,3					2 984
5. Formation	661	38,0	303	17,4			777	44,6					1 741
6. Biens, services et intrants	1 615	23,0	2 141	30,5	1 050	15,0	1 528	21,8	652	9,3	29	0,4	7 015
7. Crédit	2 276	100											2 276
8. Salaires et indemnités	152	8,6					1 189	67,7			416	23,7	1 757
9. Dépenses de fonctionnement	104	15,9									549	84,1	652
<b>Total</b>	<b>8 984</b>	<b>44,4</b>	<b>3 978</b>	<b>19,6</b>	<b>1 050</b>	<b>5,2</b>	<b>4 471</b>	<b>22,1</b>	<b>780</b>	<b>3,8</b>	<b>994</b>	<b>4,9</b>	<b>20 257</b>

\* Les catégories de décaissement seront précisées dans l'annexe 2 de l'accord de financement négocié. Un maximum de six catégories de décaissement est prévu, afin de disposer de suffisamment de souplesse en cours d'exécution.

### C. Résumé des avantages et analyse économique

39. Le projet devrait bénéficier directement à 76 810 ménages, dont 10 190 dans l'État Chin et 66 620 dans la Région de Magway, soit au total 390 410 femmes et hommes vivant en milieu rural. En outre, un grand nombre d'autres ménages bénéficieront indirectement des activités relevant du projet. Le coût moyen par ménage bénéficiaire est estimé à 327 USD.
40. Les avantages découlant du projet proviendront des améliorations obtenues sur le plan des infrastructures, du régime foncier, des techniques agricoles, de l'accès aux marchés, du développement des entreprises et des services financiers. Les principaux bénéficiaires seront les ménages de petits exploitants agricoles, les ménages de paysans sans terre ou de fermiers et les ménages n'exerçant pas une activité agricole. Les principaux résultats seront une hausse des revenus, des créations d'emplois, une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques.
41. Selon les estimations, le taux interne de rentabilité économique du projet sur 20 ans devrait être de 32%.

### D. Durabilité

42. La viabilité à long terme des investissements à réaliser dans le cadre du projet repose sur les relations commerciales sous-jacentes que le projet permettra d'établir entre les marchés et les petits paysans et entre les entreprises et les marchés. À travers le monde, l'expérience du développement montre que les relations commerciales avantageuses sont le meilleur moyen de pérenniser les investissements durables et de briser le cercle vicieux de la dépendance et de la pauvreté.
43. La durabilité du projet repose aussi sur les éléments suivants: i) accès au savoir: les centres des savoirs seront des dispositifs peu coûteux qui, à terme, fonctionneront selon le principe du recouvrement des coûts; ii) accès aux marchés: la revalorisation des filières, l'agriculture contractuelle et les systèmes de sous-traitance assureront l'accès des petits exploitants aux marchés; iii) accès à la terre: le projet va investir dans la sécurisation des régimes fonciers et de la propriété foncière, en particulier dans l'État Chin; iv) accès à l'eau: l'amélioration de l'irrigation et du drainage, associée à une gestion participative de l'eau, permettra d'améliorer la distribution de l'eau ainsi que les opérations d'exploitation et d'entretien; v) satisfaction des besoins

fondamentaux: les infrastructures à vocation sociale répondront aux besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et d'alimentation en eau à usage domestique; vi) accès aux services financiers: les activités en faveur de l'inclusion financière permettront d'établir des liens entre les petits exploitants et les microentrepreneurs sans terre et le secteur financier structuré; et vii) accès à la vulgarisation: les agents de vulgarisation du MAEI formés dans le cadre du projet prendront la direction des centres de savoirs, ce qui permettra d'assurer la continuité des services.

44. Stratégie de retrait. La stratégie de retrait du projet consiste à renforcer les institutions publiques au niveau central et à l'échelon des États, à s'appuyer sur un éventail de prestataires de services institutionnels pour la mise en œuvre des activités, à favoriser l'éclosion de liens commerciaux avantageux entre les producteurs et les marchés, et à améliorer les capacités des populations rurales pauvres, femmes et hommes.

## E. Identification et atténuation des risques

45. Les principaux risques inhérents au projet ont trait à la gouvernance, aux expropriations, aux aspects fiduciaires et aux capacités. Pour atténuer ces risques, un cadre de gouvernance du projet solide sera mis en place, un ensemble de garanties juridiques seront négociées avec le gouvernement, l'assistance technique et le renforcement des capacités occuperont une place importante et l'instauration de relations commerciales de fond sera encouragée.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

46. L'objectif général et les objectifs spécifiques du projet sont conformes au Cadre stratégique 2016-2025, qui préconise un développement de l'agriculture paysanne axé sur le marché et l'essor des entreprises rurales. Il respecte l'ensemble des politiques, stratégies et directives pertinentes du FIDA, et en particulier les politiques du Fonds en matière de ciblage, de finance rurale, de régime foncier, d'engagement aux côtés des peuples autochtones et d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, ainsi que les stratégies en matière de partenariat et de changement climatique et la politique en matière de prévention de la fraude et de la corruption.

### B. Alignement et harmonisation

47. La logique du projet s'inscrit parfaitement dans la mission du FIDA, à savoir réduire la pauvreté, et dans la politique du gouvernement en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales en milieu rural. Le projet est conforme au Plan national global de développement du Myanmar, au Cadre de réformes économiques et sociales, et au Plan d'action en faveur du développement rural et de la lutte contre la pauvreté. Une coordination étroite est assurée avec les nouveaux investissements en faveur du secteur agricole des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'avec le groupe de travail sectoriel sur l'agriculture et le développement rural.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

48. Innovation. Ce projet constitue le premier investissement important portant sur les États de l'Ouest du Myanmar; il vise à répondre aux problèmes que posent les précipitations irrégulières, les épisodes de sécheresse saisonnière ou pluriannuelle et les canicules, autant de symptômes des changements climatiques qui sapent la productivité agricole et les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Le modèle de développement agricole intelligent face au climat qu'il est prévu de mettre en œuvre dans les zones de montagne et de plaine des États de l'Ouest du pays introduit plusieurs innovations, dont les plus importantes dans le contexte du Myanmar sont: i) l'introduction des techniques d'exploitation agricole des terres en

penne; ii) la promotion de pratiques et de techniques agricoles intelligentes face au climat; iii) la diversification des moyens d'existence, qui ouvre des perspectives d'obtention d'une valeur ajoutée supplémentaire; iv) la promotion des petites et microentreprises créées à l'initiative des petits exploitants; et v) l'appui à des produits et des services de finance rurale adaptés.

49. Potentiel de reproduction à plus grande échelle. Étant donné que le cadre réglementaire actuel du secteur agricole au Myanmar est appelé à évoluer, compte tenu en particulier des changements politiques majeurs survenus en 2015, la période est particulièrement favorable pour reproduire à plus grande échelle les méthodes mises au point et les résultats obtenus dans le cadre des opérations financées par le FIDA au Myanmar. Le programme de pays s'engage dans cette voie de deux façons: i) le gouvernement, les partenaires et le secteur privé ont d'ores et déjà entrepris de reproduire et de transposer à plus grande échelle dans d'autres régions du pays les modèles de prestation de services qui ont fait leurs preuves; et ii) la participation à l'élaboration des politiques ouvre des perspectives d'amplification des investissements sur la base de l'expérience acquise en matière d'exécution, de la promotion des alliances entre les parties prenantes afin de recenser les mesures proposées, du renforcement des capacités en matière d'élaboration des politiques, et de la promotion des activités de plaidoyer dans le cadre des processus nationaux.

#### D. Participation à l'élaboration des politiques

50. Le projet contribuera à instaurer un cadre inclusif fondé sur des données factuelles dans lequel inscrire le développement rural au Myanmar, plus particulièrement en lien avec l'expérience acquise à la faveur de l'exécution du projet. Il appuiera la formulation des mesures et de la réglementation nécessaires pour conforter et pérenniser les investissements réalisés et pour contribuer à la concertation plus large qui s'est engagée à propos de la modernisation de l'agriculture et de la transformation du monde rural. La participation à l'élaboration des politiques visera également à reproduire les démarches qui ont porté leurs fruits dans d'autres États et régions du pays et contribuera à la stratégie de retrait du projet.

### VI. Instruments et pouvoirs juridiques

51. Un accord de financement entre la République de l'Union du Myanmar et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
52. La République de l'Union du Myanmar est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
53. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

### VII. Recommandation

54. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Union du Myanmar un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille dollars des États-Unis (8 984 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Union du Myanmar un don d'un montant de trois millions neuf cent soixante-dix-huit mille dollars des États-Unis (3 978 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo



# Negotiated financing agreement: "Western States Agribusiness Project"

(Negotiations concluded on 18 July 2018)

Loan No: \_\_\_\_\_

Grant No: \_\_\_\_\_

Project Title: Western States Agribusiness Project (the "Project")

The Republic of the Union of Myanmar (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

Whereas IFAD has agreed to extend a loan (the "IFAD Loan") and a grant (the "IFAD Grant") to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1.
  - A. The amount of the Loan is eight million nine hundred and eighty four thousand United States dollars (USD 8 984 000).
  - B. The amount of the Grant is three million nine hundred and seventy eight thousand United States dollars (USD 3 978 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 October.
5. Payments of the principal and the service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. There shall be three (3) designated accounts (the "Designated Accounts") denominated in USD opened and maintained by the Borrower/Recipient, of which two for the Loan and one for the Grant, to receive the Loan and Grant proceeds respectively.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart contribution for the Project equivalent to approximately one million United States dollars (USD 1 000 000) towards salaries of government staff and operational expenditures.

#### Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation (MoALI). The Focal Department for the Project shall be the Department of Rural Development (DRD) of the MoALI.
2. A Project Management Unit (PMU) shall be established within the DRD in Nay Pyi Taw and will be integrated within DRD structures. Two Project Implementation Offices (PIOs) shall be established in southern Chin and northern Magway respectively.
3. The following are designated as implementing partners, in accordance with Schedule 1 part A.12 hereto:
  - (i) CARE in Chin; and
  - (ii) Oxfam in Magway
4. The Project Completion Date shall be six years from the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. A mid-term review shall be carried out jointly by the Fund and the Borrower/Recipient in accordance with Section 8.03 of the General Conditions.

#### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
  - (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
  - (b) Any competent authority has taken action without the consent of the Fund for institutional changes to the National Project Steering Committee (the "NPSC"), the PMU, and/or the PIOs, referred to respectively in Schedule 1 hereto, and the Fund has determined that any such change has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as additional general conditions precedent to withdrawal: The Project Director and Finance Officer, both acceptable to the Fund, shall have been selected by MoALI from the DRD and assigned for the Project.

3. In accordance with Section 13.01 of the General Conditions this Agreement shall enter into force upon signature by both Parties.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Union Minister for Planning and Finance  
Ministry of Planning and Finance  
Building No. 26  
Nay Pyi Taw  
Republic of the Union of Myanmar

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF THE UNION OF MYANMAR

\_\_\_\_\_  
[insert NAME of the Authorised Representative]  
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Target Population. The Project shall benefit (i) small and medium size farming households in upland and lowland areas; (ii) livestock producers; and (iii) non-farming and landless households. Women and women-led households shall be prioritised, and youth, as the primary agents of change at community level, shall be the focus of activities involving technological innovation and commercialisation.

The Project is located in southern Chin state and northern Magway region (the "Project Area"); these share a common river basin. It shall be implemented in four townships: (i) Mindat and (ii) Kanpalet townships of Mindat district in southern Chin state; (iii) Pauk and (iv) Myaing townships of Pakkoku district in northern Magway region. During implementation, based on the emerging experiences and availability of financing, Project activities may be scaled up to adjacent townships, such as Yesagyoo Township.

2. Goal. The goal of the Project is to improve the social and economic status of rural households in a climate resilient manner in the Project Area.

3. Objectives. The objectives of the Project are to increase household incomes, food security and nutrition quality.

4. Components. The Project shall consist of the following two (2) Components:

4.1 Component 1: Infrastructure. This Component shall finance strategic investments in productive and social infrastructure.

Sub-component 1.1. Productive Infrastructure. The Project shall finance: (i) rehabilitation of irrigation schemes to ensure adequate and reliable supply of water to farms; (ii) rural access roads linking farms to markets; (iii) irrigation technology for home gardens to ensure food security and nutritional diversity; and, (iv) land consolidation on a pilot basis. These investments shall improve natural resource management, generate opportunities for increased incomes, reduce on-farm and off-farm production costs, and improve food security for communities and households.

Sub-component 1.2. Social Infrastructure. The Project shall invest in social infrastructure facilities mainly at household level, particularly targeting the needs of women and the poorest households. Domestic water supply, rainwater harvesting, and renewable energy solutions shall be eligible for support. Scheme selection shall be participatory, sensitive to cultural considerations, and subject to social, technical, financial and environmental feasibility.

Sub-component 1.3 Capacity Building. The Project shall build the capacities of the Irrigation and Water Utilization Management Department (IWUMD) and Department of Rural Development (DRD) of MoALI - responsible for productive and social infrastructure respectively - through the provision of technical assistance, strengthening of staffing and office facilities, awareness of water, sanitation and hygiene issues, awareness of nutrition diversity, and capacity development for social mobilisation.

4.2 Component 2: Services. The Project shall invest in agriculture modernisation and enabling services to optimise resource management, productivity and benefits in areas of infrastructure investment.

Sub-component 2.1. Agricultural Modernisation. The Project shall invest in a range of agriculture, livestock and technical services to modernise production and trigger improvements in food security and nutrition, livelihoods, and economic returns. Service delivery to farming households shall include land titling, technology transfer, skills improvement, access to inputs and supplies, access to markets and information, contractual linkages, and access to financial resources. Climate resilient sloping agricultural land technology shall be promoted. Service delivery to the landless shall focus on technical and business management skills, micro-enterprise development and private sector linkages. A network of Knowledge Centres (KCs) shall be established to broker service delivery to farming and non-farming households.

Sub-component 2.2. Financial Services. Building on the experiences of the Fostering Agricultural Revitalization in Myanmar Project (the "FARM" project), the Project shall support financial inclusion for small farmers, livestock owners and the landless, ensuring equal access for ethnic groups and women. It shall invest in: (i) savings and credit groups, promoting financial literacy; (ii) a Rural Business Fund to support micro-enterprises; (iii) an Agribusiness Fund to provide competitive grants to agribusinesses to establish processing facilities in the Project area; (iv) a line of credit to refinance Project-related agriculture, livestock and enterprise lending operations of licensed financial institutions.

Sub-component 2.3: Policy engagement. The Project shall contribute to an evidence-based and inclusive policy framework for rural development in Myanmar, specifically related to its implementation experiences.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organization and Management

5. **Lead Project Agency.** The MoALI, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the Project's implementation. The Department of Rural Development (DRD) will be the focal department of the project.

6. **Governance.** The Project shall be governed by a NPSC at Union Level, and a Project Coordination Committee (PCC) each in Magway and Chin.

7. **NPSC.** The NPSC shall be chaired by the MoALI Deputy Minister and shall convene in Nay Pyi Taw. Its membership shall include senior representatives of relevant MoALI departments and representatives of Ministry of Planning and Finance (MoPF), Ministry of Natural Resources and Environmental Conservation (MoNREC) and the Ministers of Agriculture of Chin and Magway. Its responsibilities shall be to provide strategic and policy guidance, ensure efficiency and fiduciary compliance, endorse staff selection, approve annual work plans and budgets, oversee the external audit process, and resolve any emerging problems.

8. **PCCs.** The PCCs shall be constituted in each state/region at the district level. Each PCC shall be chaired by the representatives of MoALI and the Ministry of Home Affairs. Membership shall include representatives of relevant district and township level MoALI departments and the Implementing Partners. Its responsibilities shall be to ensure quality implementation and fiduciary compliance, approve annual work plans and budgets, review progress reports, and ensure coordination. The PCCs shall convene in Mindat (Chin) and Pakkoku (Magway) respectively on regular basis.

9. Management. The Project shall be managed by the central PMU established within DRD and the two decentralized PIOs (one in each in Mindat and Pakkoku).

10. PMU. The PMU shall be established within the DRD and shall be integrated with DRD structures. It shall be responsible for Project implementation, fiduciary management (including financial management, procurement and contracting, and legal compliance), work planning and budgeting, monitoring and evaluation, and progress reporting. The PMU shall be headed by a Project Director from the DRD appointed by MoALI. A Project Manager shall be recruited from the market through a competitive process, and shall coordinate daily operations. A Finance Officer shall be assigned by DRD to oversee the financial management of the project, which will be performed by dedicated staff. The PMU shall be staffed by: (i) relevant assigned officers from IWUMD, DRD, and other MoALI departments as required; and (ii) a set of competitively recruited consultants on annual contracts (agribusiness/value chains; rural finance; community development and gender; financial management; accounting; procurement; monitoring and evaluation (M&E)).

11. PIOs. State/regional-level coordination shall be handled by two decentralised Project Implementation Offices (PIOs) in Mindat (Chin) and Pakkoku (Magway) respectively, reporting to the state/regional Ministers of MoALI. The PIOs will be responsible for coordinating implementation at state level and for monitoring and reporting on progress. The PIO will be headed by a state Project Coordinator, to be assigned by DRD from its state-level staff. The PIO will be staffed by assigned officers from relevant state MoALI departments (IWUMD, DoA) and relevant Ministries (such as MoNREC). The Project Coordinator will have the responsibility of coordinating with the Implementing Partners.

12. Implementing Partners. Two Implementing Partners have been identified as cost-sharing partners - CARE in Chin and Oxfam in Magway - to lead social mobilisation, community interface, technical assistance and policy engagement and to coordinate investment activities. The PMU shall enter into an appropriate agreement with each Implementing Partner for the purposes of the Project. Should the PMU and either Implementing Partner fail to reach a mutually acceptable agreement, an alternative suitable and qualified Implementing Partner shall be identified by MoALI, subject to IFAD concurrence.

## B. Implementation of Components

13. Sub-component 1.1: Productive Infrastructure. Lead responsibility for irrigation development and pilot land consolidation shall be vested with IWUMD/MoALI. An engineering firm shall be contracted to support design, verify construction norms and unit costs, supervise civil works, and provide technical assistance. Lead responsibility for rural access roads and home garden irrigation technology shall be vested with DRD/MoALI, with design support as required. Civil works may be contracted out to private sector firms as required. Supervision of productive infrastructure schemes shall be multi-level, involving IWUMD/DRD as appropriate, PIOs and community groups. Implementing partners will lead community mobilisation and the free, informed and prior consent (FPIC) process before the commencement of any civil work. Implementing partners, jointly with IWUMD, will also lead the formation of infrastructure O&M groups and water users' groups.

14. Sub-component 1.2: Social Infrastructure. Lead responsibility for social infrastructure shall be vested with DRD/MoALI, with design support where required. Civil works shall be undertaken by private contractors where required. Supervision of social infrastructure schemes shall be multi-level, involving DRD, PIOs and community groups. Implementing partners will lead community mobilisation and the free, prior and informed

consent (FPIC) process before the commencement of any civil work. Implementing partners, jointly with DRD, will also lead the formation of infrastructure O&M groups and mechanisms.

15. Sub-component 1.3: Capacity Building. Lead responsibility shall be vested with the PMU and PIOs, operating through contracted engineering firms for capacity building of ID and DRD. Implementing Partners shall lead activities related to water, sanitation and hygiene (WASH) and nutrition (in partnership with the United Nations Children's Fund (UNICEF) where feasible).

16. Sub-Component 2.1: Agricultural Modernisation. Lead responsibility shall be vested with the MoALI extension service in collaboration with Implementing Partners. KCs shall be constructed by private sector contractors. Operational support for social mobilisation shall be provided by Implementing Partners. Implementing Partners shall lead land tenure activities (in consultation with Department of Agricultural Land Management and Statistics (DALMS)) and value chain development. The Department of Forestry and the Yam Producers Association shall be involved in the coordination and implementation of seedling nursery development.

17. Sub-Component 2.2: Financial Services. Lead responsibility for savings and credit groups (SCGs) shall be vested with the Implementing Partners in collaboration with the KCs, under PMU and PIO oversight, and with support from the Myanmar Microfinance Association. Lead responsibility for Agribusiness Fund (ABF) is vested with the PMU, under MoPF oversight, supported by the PIOs and relevant KCs. Refinancing will be managed by financial institution while refinanced loans will be administered by licensed financial institutions (NGOs, Pact, microfinance institutions (MFIs), commercial banks, Myanmar Agriculture Development Bank (MADB)) under Subsidiary Financing Agreements (SFAs) with MOPF. The SFAs will specify the onlending terms, conditions, repayment procedures and operating procedures. Technical assistance will be provided to MOPF to set up the relevant systems.

18. Sub-Component 2.3: Policy Engagement. Lead responsibility shall be vested with the Implementing Partners, with support from competitively recruited technical assistance as appropriate.

### C. The Project Implementation Manual (PIM)

19. Preparation. The PMU shall prepare a draft PIM outlining the standard operating procedures for the implementation of the Project, including for financial management, accounting and procurement, in line with international best practices. Once prepared, the PIM shall be first approved by the relevant departments of MoALI, before being presented to the NPSC for approval and IFAD for concurrence.

20. Approval and Adoption. The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to the Fund for its concurrence. Should the Fund not provide any comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objection. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant; the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage net of Government contribution
1. Works	2 950 000	40 000	100%
2. Consultancies	440 000	1 340 000	100%
3. Training	600 000	270 000	100%
4. Goods and services	1 700 000	1 930 000	100%
5. Credit	2 050 000	-	100%
6. Recurrent costs	230 000	-	100%
7. Unallocated	1 014 000	398 000	
<b>TOTAL</b>	<b>8 984 000</b>	<b>3 978 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Consultancies" includes studies

"Goods and services" includes vehicles and equipment and services such as land surveys

"Recurrent costs" includes operating costs and staff allowances

"Credit" includes ABF financial services and refinancing

"Unallocated" refers to contingencies that will be transferred to other categories, subject to agreement between IFAD and Government, before they can be disbursed"



### Schedule 3

#### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and the Grant account, if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

The Borrower/Recipient shall ensure that:

- investments in infrastructure are targeted to small farmers, who should not be expropriated from their land thereafter;
- investments in agriculture and services will enable farmer self-determination in choice of cropping patterns; instructions on cropping and land classification should be eliminated;
- all target groups will be supported to obtain proper identification documents enabling them to meet the requirements of financial institutions.

## Logical framework

	Indicators			Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<p>Goal:</p> <p>Improve the social and economic status of rural households in an climate resilient manner in northern Magway and southern Chin</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Decline in poverty rate in project area by at least 10% by PY6</li> <li>% of beneficiary households with increased adaptive capacity to climate change and shocks</li> </ul>	<p>Chin: 73% (2012)</p> <p>Magway: 27% (2012)</p> <p>0</p>	<p>Chin: 63%</p> <p>Magway: 17%</p> <p>70% (52,500 HHS)</p>	<p>National statistics</p> <p>RIMS Surveys</p> <p>Outcome surveys</p>	<p>Project start, Mid-term and end project</p>	<p>PMU/DRD</p>	<p>Public sector policies continue to support sustainable smallholder agriculture and small and medium agribusinesses</p>
<p>Development Objective:</p> <p>Increase household incomes, food security and nutrition quality</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>% of all direct beneficiary HHS with an income increase of 20% in real terms by project end</li> <li>1.2.8 Percentage of women reporting improved quality of their diets</li> </ul>	<p>Approx. MMK 734,000 p.a. (Chin upland)</p> <p>Approx. MMK 390,000 p.a. (Magway lowland)</p> <p>0</p>	<p>60% (45,000 HHS)</p> <p>70% (52,500 HHS)</p>	<p>National and regional statistics</p> <p>RIMS survey</p> <p>Annual outcome surveys</p> <p>Project thematic surveys</p>	<p>Project start, Mid-term and end</p>	<p>PMU/DRD</p> <p>DoA</p> <p>UNICEF data</p>	<p>Project beneficiaries are willing to adopt transferred knowledge</p> <p>Successful partnership with UNICEF's nutrition programme</p>
<p>Outcomes</p> <p>Outcome 1:</p> <p>Improved access to productive and social infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of hectares with access to year round water for supplemental irrigation</li> <li>No. of HHS benefitting from access to domestic water</li> </ul>	<p>Baseline will be determined at project inception</p>	<p>2630 ha</p> <p>5,000 HHS</p>	<p>IWUMD, DRD records</p> <p>Project M&amp;E</p>	<p>Annual</p>	<p>PMU/DRD</p> <p>IWUMD</p>	<p>Close collaboration between ID and DRD</p>
<p>Outputs:</p> <p>1.1 Irrigated areas are expanded in a climate resilient way</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of small and medium irrigation schemes established in Chin</li> <li>No. of small irrigation and medium schemes established in Magway</li> </ul>	<p>-</p> <p>-</p>	<p>38</p> <p>28</p>	<p>Project M&amp;E</p> <p>IWUMD, DRD records</p>	<p>Annual</p>	<p>PMU/DRD</p>	<p>Timely availability of necessary equipment for infrastructure work</p>

	Indicators			Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
1.2 Social infrastructure expanded	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of domestic water supply systems established</li> <li>▪ No. of rainwater harvesting systems installed</li> </ul>	- -	53 26	Project M&E DRD records	Annual	PMU/DRD	
Outcome 2: Technological, financial and policy environment for small farmers and agribusinesses is enhanced	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 3.2.2 No. of HHs reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</li> <li>▪ 1.2.4 No. of HHs reporting an increase in production"</li> <li>▪ 2.2.1 No. of new jobs created</li> </ul>	- - -	25,250 HHs 47,000 HHs 5,000 HHs	Project M&E DoA records	Annual	PMU/DRD DoA	Beneficiaries willing to adopt transferred knowledge; Private sector participation
Outputs: 2.1 Improved access for farmers to knowledge, technology and services	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of KCs established in selected locations of Chin and Magway</li> <li>▪ No. of HHs receiving services from the KCs</li> </ul>	- -	50 72,000 HHs	Project M&E DoA records	Annual	PMU/DRD DoA	Beneficiaries willing to adopt transferred knowledge; Private sector participation
2.2 Sustainable improvement in land management practices and technologies	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 3.1.4 No. of hectares of land brought under climate-resilient management</li> </ul>	-	4856 ha	Project M&E DALMS records	Annual	PMU/DRD DALMS	Close collaboration between CBOs, DALMS and project implementing partners
2.3 Improved access to financial services for small farmers and agribusinesses	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of credits groups formed</li> <li>▪ No. of investments supported through the RBF and ABF</li> </ul>	- -	500 3,730	Project M&E MFI records	Annual	PMU/DRD	
2.4 Strengthening policy development for climate smart agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No. of policy-relevant knowledge products completed</li> </ul>	-	4	Project M&E	Annual from PY3	PMU/DRD	